

ÉGYPTE

Des dizaines de blessés lors de heurts entre soldats et manifestants

Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées hier au Caire dans des heurts entre manifestants et soldats devant le siège du gouvernement, où des militants hostiles au pouvoir militaire campent depuis fin novembre.

Au moins 36 personnes ont été blessées dans les affrontements entre les protestataires qui encerclaient le siège du gouvernement et les forces de sécurité tentant de les repousser, a rapporté l'agence officielle Mena, citant le ministère de la Santé.

En outre, 32 membres des forces de sécurité ont été blessés, dont un officier, par un tir de chevrotine, a affirmé la télévision d'Etat.

Après une série de charges menées par les militaires armés de matraques et de boucliers, les manifestants, au nombre de quelques centaines, bloquaient dans l'après-midi l'une des principales avenues du centre ville, conduisant à la place Tahrir, foyer de la mobilisation contre le président déchu Hosni Moubarak.

Ils se protégeaient avec des palissades de chantier arrachées pour s'approcher du siège du gouvernement, du haut duquel des officiers en civil leur jetaient des pierres.

Les protestataires s'acharnaient à coups de pierres et de projectiles incendiaires sur le bâtiment, dont toutes les fenêtres des étages inférieurs étaient brisées.

Deux manifestants dont un enfant avaient auparavant été évacués après avoir été touchés à la tête par des munitions de petit calibre, a constaté un journaliste de l'AFP. Des manifestants arrêtés lors de la première charge, en fin de matinée, ont été relâchés.

«Quand la police militaire a chargé, une fille qui se trouvait derrière moi a trébuché et elle est tombée. Je me suis arrêté pour l'aider et les soldats nous ont frappés à coups de matraque pendant deux minutes et nous ont entraînés vers le bâtiment du Parlement», a raconté l'un d'entre eux, Nour Nour, qui boitait.

Les interpellés ont été libérés après enregistrement de leur nom,



Nouvelle flambée de violences au Caire.

a indiqué Nour Nour, un des animateurs de la contestation et le fils de l'ex-candidat à la présidentielle Ayman Nour.

Des manifestants ont scandé des slogans hostiles au Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui est aux commandes du pays depuis la chute de M. Moubarak en février, et au maré-

chal Hussein Tantaoui, chef d'Etat de fait. «Le peuple veut l'exécution du maréchal», «A bas le Conseil militaire», et «Rentrez dans vos casernes», ont-ils notamment crié.

Les manifestants campent depuis le 25 novembre devant le siège du gouvernement, à quelques centaines de mètres de la place Tahrir dans le centre-ville,

pour protester contre la nomination par l'armée de Kamal El-Ganzouri, un ancien Premier ministre de M. Moubarak, pour diriger le gouvernement. Ils réclament le transfert sans délai du pouvoir du CSFA à une autorité civile.

Les accrochages avaient commencé en début de matinée après qu'un manifestant en sang eut raconté avoir été arrêté et frappé par des soldats, provoquant la colère de ses camarades qui ont commencé à jeter des pierres vers les militaires, selon des témoins.

Les soldats ont alors répondu par des tirs en l'air, en utilisant des canons à eau et en renvoyant les pierres vers les manifestants. Selon Mona Seif, une militante pour les droits civiques, les militaires ont également lancé des chaises depuis le toit du Parlement, situé à proximité.

L'Egypte est engagée depuis la fin novembre dans des élections législatives qui se déroulent sur plusieurs mois, marquées jusqu'à présent par la domination des formations islamistes.

CÔTE D'IVOIRE

Ouattara, grand vainqueur des législatives

La Côte d'Ivoire a franchi hier une nouvelle étape vers la normalisation après une meurtrière crise postélectorale en se dotant d'une nouvelle Assemblée dominée par le camp du président Alassane Ouattara, même si ses adversaires continuent de dénoncer son «illégitimité».

La victoire de la coalition soutenant le président Ouattara, arrivé au pouvoir en avril après quatre mois de violences et deux semaines de guerre ayant fait 3 000 morts, était attendue à la suite du boycott du scrutin par le parti de son prédécesseur Laurent Gbagbo.

Le raz-de-marée du parti présidentiel, le Rassemblement des républicains (RDR), aux élections du 11 décembre n'en est pas moins saisissant. Selon les résultats de la commission électorale, proclamés dans la nuit, il rafle 127 des 254 sièges à pourvoir, soit exactement un sur deux.

Et il devrait sans difficulté décrocher la majorité absolue en ralliant quelques-uns des 35 indépendants élus députés.

Un coup de maître pour un mouvement qui était absent du Parlement depuis son boycott des dernières législatives de 2 000, décidé pour protester contre l'exclusion à la présidentielle de son candidat Alassane Ouattara.

Avec son allié du Parti démocratique de Côte

d'Ivoire (PDCI, au pouvoir de 1960 à 1999) de l'ex-président Henri Konan Bédié, et quelques autres petites formations, il contrôlera presque sans partage la nouvelle Assemblée, avec près de 220 sièges.

Mais le PDCI risque de grincer des dents : avec 77 sièges, l'ancien parti unique enregistre un score historiquement bas.

Le porte-parole du gouvernement Bruno Koné s'est félicité que «les Ivoiriens continuent de faire confiance au président de la République et qu'ils aient souhaité lui donner les moyens d'aller jusqu'au bout de sa mission».

Pour lui, «le processus de normalisation se poursuit, brique après brique», pour que la Côte d'Ivoire «sorte définitivement de la crise», née du refus de l'ex-président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite à la présidentielle de novembre 2010.

Mais pour le Front populaire ivoirien (FPI) de M. Gbagbo, écroué pour crimes contre l'humanité à la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye depuis fin novembre, le nouveau chef de l'Etat s'est «fabriqué une Assemblée clé en main».

Ce scrutin «conforte l'illégitimité de son régime», a assuré à l'AFP le porte-parole du FPI Laurent Akoun.

Le parti avait boycotté ces élections, affirmant que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elles soient équitables. Il exige aussi la

libération de M. Gbagbo et de plusieurs de ses responsables.

M. Akoun a également affirmé que la participation était de «14,33%» et non 36,56% comme annoncé par la commission électorale. Elle est dans tous les cas en net recul par rapport à la présidentielle (plus de 80%), qui devait solder une décennie de crise politico-militaire.

La participation reste toutefois légèrement supérieure à celle des législatives de 2000 (environ 33%).

Le nouveau pouvoir, activement soutenu par les bailleurs de fonds, France en tête, se trouve conforté par un scrutin qui s'est déroulé sans incident majeur et a été avalisé par les observateurs internationaux.

Mais le répit sera de courte durée tant les défis sont nombreux : relancer l'économie après la récession de 2011 due à la crise, engager une politique de réconciliation après une décennie de violences, réformer les forces armées.

Dix-neuf militaires soupçonnés d'avoir assuré, sans autorisation de leur hiérarchie, la sécurité de candidats lors de la campagne pour les législatives, viennent d'ailleurs d'être arrêtés.

Les nouvelles autorités devront aussi éviter l'écueil d'une «justice de vainqueurs» en jugeant, ou en transférant à la CPI, les auteurs présumés de crimes commis durant la crise postélectorale. Qu'ils appartiennent au camp des vaincus ou des vainqueurs.

KOWEÏT

La police disperse par la force une manifestation d'apatrides

La police anti-émeutes au Koweït a tiré des gaz lacrymogènes et fait usage de canons à eau hier pour disperser une manifestation de quelque 400 apatrides réclamant la nationalité koweïtienne et d'autres droits de base.

Les manifestants, réunis après la prière hebdomadaire à Jahar (50 km au nord de la capitale Koweït), agitaient des drapeaux du Koweït et des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : «Nous exigeons la nationalité koweïtienne.» La police a

arrêté au moins six apatrides, de même qu'un journaliste et un photographe d'un journal local. Les policiers ont attaqué les protestataires après le refus de ces derniers de se disperser, les pourchassant jusque dans les maisons alentours, alors

qu'un hélicoptère survolait la zone. La justice a commencé lundi à juger quelque 50 apatrides, qui avaient manifesté au début de l'année afin de réclamer la nationalité koweïtienne, pour rassemblement non autorisé et violences contre la police. Après les manifestations, le gouvernement avait promis de nouveaux avantages, dont des actes de naissance et de mariage, des attestations de décès, la gratuité des soins

et un meilleur accès à l'emploi. Estimés à 100 000 personnes, les apatrides revendiquent la citoyenneté koweïtienne mais le gouvernement considère qu'ils cachent ou ont détruit leurs documents d'identité prouvant qu'ils portent une autre nationalité. Ils ne bénéficient d'aucun droit et n'ont pas accès aux services publics, comme l'éducation et la santé, dont les Koweïtiens bénéficient gratuitement.

SYRIE

Le vice-président syrien invité pour un «entretien sérieux» à Moscou

Le vice-président syrien, Farouk Al-Chareh, aura à Moscou un «entretien sérieux» avec des responsables russes, a indiqué une source au Kremlin citée par l'agence officielle Itar-Tass, après le dépôt par la Russie d'un projet de résolution à l'ONU sur les violences en Syrie.

«Il sera reçu à Moscou pour un entretien sérieux», a indiqué hier ce responsable, s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

«Ceux qui disent qu'on va lui chanter des louanges ou lui caresser la tête se trompent», a assuré cette source, ajoutant que la Russie «n'était pas l'avocat des Syriens».

Ce responsable n'a pas précisé quand le vice-président Al-Chareh était attendu à Moscou alors que des informations de presse annonçant sa venue hier ont été démenties par les autorités russes.

La Russie a déposé jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution sur les violences en Syrie où la répression d'un mouvement de contestation depuis neuf mois a fait quelque 5 000 morts, selon les Nations unies.

Les Occidentaux, qui réclament depuis des mois une résolution, ont salué cette initiative de Moscou, tout en relevant que le contenu du texte n'était pas acceptable en l'état étant donné que la Russie rendait le pouvoir et l'opposition responsables à parts égales des violences.